

Wallonie / 125 millions d'euros débloqués par le gouvernement pour compléter le plan exceptionnel d'investissement

# Antoine poursuit sa quête de logements rénovés

Le point est passé quasiment inaperçu. Et pourtant, il vaut son pesant de cacahuètes pour les sociétés de logement de service public (SLSP). Le gouvernement wallon (PS-CDH) vient de décider d'à nouveau délier les ordons de sa bourse (125 millions d'euros, ce n'est pas rien) pour étendre le programme d'investissement exceptionnel destiné à l'entretien et à la rénovation pas loin de 37.000 logements

sociaux - il y en a 100.000 au total en Wallonie, dont l'âge moyen atteint les 40 ans !

Décidé en 2004, sous le gouvernement arc-en-ciel (PS-MR-Ecolo), ce programme - toujours en cours de réalisation - est, sur le plan budgétaire, un des plus lourds de ces dernières années. Rappelons qu'à lui seul, il vaut autant que le plan Marshall, soit un milliard d'euros que le gouvernement mais aussi et surtout les so-

ciétés doivent mettre en œuvre, ce qui n'est pas le plus simple.

Une grosse partie de cette nouvelle enveloppe (32 millions) servira prioritairement, à en croire André Antoine (CDH), ministre de tutelle, aux travaux de sécurité-incendie, à la mise en conformité des installations électriques et aux réparations et/ou remplacements d'ascenseurs. « Et cette fois, toutes les provinces recevront quelque chose », insiste le

ministre qui s'étonne « que justement qu'ici, le Luxembourg n'ait absolument rien reçu dans le cadre du programme exceptionnel. »

Autre volet important (27 millions) car touchant directement le portefeuille des locataires : le remplacement de l'ensemble des vieux chauffages électriques (1.736 maisons et 1.630 appartements sont concernés).

Enfin et sans être exhaustif, on notera que 25 millions seront ré-

servés pour les aménagements des espaces communs et des abords des logements.

Assez tout ça ? Certainement pas, les SLSP avaient introduit des demandes pour un montant de 460 millions d'euros. Il y a donc loin de la coupe aux lèvres.

Antoine se justifie en disant, en substance, que la plus belle fille du monde (le budget régional en l'occurrence) ne peut donner que ce qu'elle a. Vrai, d'autant que cet-

te fois encore, il s'agit d'un financement alternatif, donc d'un emprunt, comme pour les travaux subsidiés (200 millions). La Région a donc tout intérêt à garder sa trajectoire budgétaire faute de quoi elle sera replongée dans des difficultés sans nom.

Bref, la route est encore longue. Une route sur laquelle patientent, insistons un peu, 31.000 demandeurs en attente d'un logement public. ■

H. Dz.